

De la pluripolarité au socialisme :

Un manifeste

Groupe international du Manifeste

Septembre 2021

La classe dirigeante incapable d'assurer l'existence des travailleurs est 'inapte à être la classe dirigeante' pour 'imposer ses conditions d'existence à la société', écrivaient Karl Marx et Friedrich Engels, lorsqu'ils exhortaient déjà en 1848 les révolutionnaires à étouffer le capitalisme dans son berceau européen. Ce Printemps des peuples a été rapidement suivi par la Commune de Paris et l'activité révolutionnaire dans le monde entier a maintenu le spectre du communisme qui hante jusqu'à notre époque les classes capitalistes et qui a fait progresser la démocratisation des relations sociales en dépit de la détermination des forces de la contre-révolution.

Dans le noyau impérial du capitalisme, les luttes des travailleurs ont permis la mise en place d'États-providence et des "capitalismes régulés" après la Seconde Guerre mondiale, et dans ses périphéries, l'indépendance nationale et la formation d'États en voie de développement. Pendant ce temps, certains pays, à partir de la révolution russe de 1917, se sont lancés dans la construction du socialisme. Ils ont organisé avec de plus en plus de constante la production en fonction des besoins de leurs peuples, ont distribué le travail et ses bénéfices de manière équitable et entretenu entre eux des relations dans un esprit de coopération. Malgré des réussites incomplètes, de grands problèmes et des revers cuisants, la lutte qu'ils ont engagée pour un monde au-delà du capitalisme, de l'aliénation, de l'impérialisme et d'autres injustices sociales se poursuit.

Aujourd'hui, après des décennies de contradictions capitalistes croissantes, les classes dirigeantes capitalistes, néolibérales ou résiduellement sociales-démocrates, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, donnent aux paroles de Marx et d'Engels une signification macabre. Au cours de quatre décennies de politiques favorisant le capital, le capitalisme financiarisé néolibéral a perdu son dynamisme productif pour se tourner vers le pillage improductif, créant une pauvreté de masse inacceptable, des inégalités choquantes, une polarisation sociale qui s'aiguise, une répression politique draconienne, une menace croissante de guerre nucléaire exterministe, des mouvements de populations massifs et une urgence écologique liée au réchauffement climatique, à la pollution et la perte de la biodiversité, rendant notre planète de plus en plus inhabitable. Pour couronner le tout, ce système répond aujourd'hui au défi de la pandémie qui fait

rage en sacrifiant des vies au capital et au profit, et en renforçant la répression politique. Rosa Luxemburg a craint que l'alternative au socialisme soit la barbarie. Aujourd'hui, c'est l'anéantissement humain et planétaire qui nous menace.

Dans les années 2010, le mécontentement qui couvait sous la cendre s'est enflammé de plus en plus fréquemment. La décennie a commencé par les manifestations en Tunisie qui ont déclenché le 'printemps arabe', elle s'est poursuivie par les protestations en Europe contre l'austérité et s'est achevée par les manifestations des écoliers contre le changement climatique, les luttes des femmes musulmanes indiennes pour leurs droits de civiques, Black Lives Matter, les 'gilets jaunes' en France et les protestations contre l'état d'économies ne laissant aucun espoir, et les répressions politiques, de la Turquie au Chili en passant par le Nigeria. Dans les années 2020, les agriculteurs indiens ont fait le siège d'un pouvoir déterminé à donner l'agriculture aux grandes entreprises de l'agro-industrie alors que les travailleurs salariés du pays ont organisé la plus grande grève générale de l'histoire dans le plus grand pays capitaliste du monde.

Comme les "capitalismes déglingués" ont répondu à la pandémie de manière inévitablement désordonnée, les choses se sont encore dégradées. Qu'ils l'aient nié ou qu'ils aient faussement opposé les vies aux moyens de subsistance - l'euphémisme employée par la classe capitaliste pour désigner les profits - leur réponse à la pandémie s'est traduite par le meurtre social de millions de personnes et il a provoqué des crises économiques d'une ampleur historique.

À la mi-2021, les citoyens exigeaient des enquêtes visant ces réponses meurtrières dans les pays impérialistes, tandis que des millions de personnes dans les rues du Brésil accusaient leur gouvernement de génocide, et que les Indiens se préparaient à faire de même. Une large marée de mécontentement contre le capitalisme s'est également levée ailleurs : Les Chiliens ont élu une femme indigène mapuche à la tête de leur assemblée constituante obtenue de haute lutte. Les Boliviens ont déjoué une tentative de coup d'État. Les Palestiniens ont trouvé leur unité avec une détermination sans précédent face à une nouvelle agression israélienne.

Le monde capitaliste est aujourd'hui une poudrière politique : la durabilité du capitalisme est remise en question comme jamais auparavant, les institutions politiques perdent leur emprise et la crédibilité des grands médias est à vif.

En revanche, les réponses des pays socialistes à la pandémie ont été exemplaires : La Chine, le Vietnam et même Cuba, soumis à un blocus, ont perdu relativement peu de vies humaines et ils ont même aidé d'autres pays à lutter contre la pandémie. La Chine, en tout cas, a également repris sa croissance à un rythme soutenu.

Et en effet, en 2021, aucun pays n'est plus représentatif de l'avancée des travailleurs - économique, technologique, écologique et sociale - que la Chine, même si les réalisations d'autres pays socialistes comme Cuba figurent également en bonne place. À son palmarès déjà impressionnant - les plus grandes révolutions politiques et

industrielles, l'éradication complète du féodalisme, la fin de l'extrême pauvreté, les contributions majeures à la résolution de l'urgence écologique, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, du reboisement, de l'intelligence artificielle et de la fusion nucléaire - la Chine ajoute aujourd'hui à cela sa victoire contre le nouveau coronavirus et son *leadership* international dans la lutte contre celui-ci.

Il n'est pas étonnant dès lors que le Parti communiste chinois au pouvoir ait célébré avec fierté son centenaire en juillet 2021. Ce Parti a fait de la Chine la nation indispensable dans la lutte de l'humanité pour le socialisme, en offrant inspiration et aide et en constituant un exemple valable d'un pays visant à construire le socialisme en fonction de ses conditions nationales.

Aujourd'hui cependant, cette lutte se trouve à un moment périlleux. La crise qui couvait depuis longtemps a été portée à ébullition par la pandémie qui a abouti à exacerber les contradictions. Face aux nombreux succès manifestes de la Chine, la principale nation impérialiste cherche de son côté à entraîner les autres pays impérialistes et laquais dans une nouvelle guerre froide visant la Chine. Comme l'ancienne guerre froide, la nouvelle constitue également une offensive impérialiste générale visant en fait le développement autonome des peuples, de la Palestine au Pérou et du Vietnam au Venezuela. La variété des moyens par lesquels ces pays la mènent est soutenue par l'arsenal le plus redoutable au monde, comprenant des armes nucléaires, chimiques, biologiques et cybernétiques de destruction massive. Jamais un tel pouvoir de destruction n'a été concentré dans un si petit nombre de mains irresponsables et désespérées pour être utilisé contre une si grande majorité de la population mondiale et des peuples ayant un intérêt objectif pour se tourner vers le socialisme.

Notre Manifeste apparaît en ce moment de danger, à la suite de discussions approfondies et étendues entre militants originaires de tous les continents et représentant de nombreuses traditions socialistes. Son évaluation historique et théorique de la conjoncture actuelle vise à faire progresser les luttes de classe et nationales pour le socialisme.

L'Économie géopolitique du Capitalisme et du Socialisme

Le capitalisme est intimement lié aux révolutions. Les révolutions bourgeoises ont dû le faire entrer dans l'histoire, les révolutions l'ont menacé dès le début et, à partir de 1917, les révolutions populaires ont commencé à le faire sortir de l'histoire. Car il constitue, contrairement aux mythes libéraux, la forme de production sociale la plus contre-nature que l'humanité ait pu connaître, fondée sur la 'séparation du travail libre des conditions objectives de sa réalisation', 'du sol comme atelier naturel' et des autres moyens de production. La contradiction capital/travail est sans appel.

Ce simple fait est moins bien compris qu'il ne devrait l'être parce que de nombreux socialistes ne comprennent pas, comme l'avaient fait de leur côté les bolcheviks et la Troisième Internationale, que le capitalisme et l'impérialisme vont de pair. Ces deux éléments du système exploitent les classes ouvrières et les nations coloniales ou semi-coloniales. Les deux résistent. Les nations comme les classes luttent pour le socialisme sur le terrain de l'économie géopolitique et politique du capitalisme. De plus, toutes les communautés traditionnelles égalitaires qui se sont trouvées confrontées au capitalisme s'y sont opposées et, aujourd'hui, les peuples indigènes qui ont survécu à son assaut continuent à lui résister au nom des droits anciens, à la terre, à l'environnement et à la communauté.

Dans les luttes de classes entre les classes capitaliste et ouvrière, de plus en plus organisées politiquement, la seconde a imposé à la première des concessions en matière de bien-être, de restrictions réglementaires et d'imposition visant à protéger le travail, la terre, l'environnement et la société.

Au niveau international, dans la dialectique entre le développement inégal et le développement combiné, les États dominants ont vainement cherché à préserver leur domination impériale par des moyens économiques, politiques et militaires, tout en étant souvent en concurrence entre eux. Ceux qui leur ont résisté ont tenté de développer les forces productives grâce à la protection et à la direction de l'État, affirmant ainsi leur souveraineté économique. C'est cette résistance, et non l'extension du marché mondial ou de l'impérialisme, qui a permis d'accroître la capacité productive dans le monde entier. Le succès dans la contestation de l'impérialisme par le développement économique a été plus grand et plus durable lorsqu'une révolution populaire réussie a chassé le capital privé du pouvoir politique. Le résultat de ces luttes entre elles et contre les puissances impériales a été la multipolarité, ou ce que Hugo Chávez a appelé plus précisément la pluripolarité, en référence à la multiplicité des pôles de pouvoir et à la variété de leurs capitalismes et socialismes nationaux.

Au début, la pluripolarité a donné lieu à une concurrence entre la Grande-Bretagne et ses anciens et nouveaux concurrents - la France, l'Allemagne, les États-Unis et le Japon - non seulement pour les marchés, mais aussi pour les colonies et les 'territoires économiques', car ils pouvaient encore prendre et conserver des États faibles et des territoires sans État.

Cette compétition a culminé avec la Première Guerre mondiale et sa prolongation par une véritable crise du capitalisme et de l'impérialisme qui a duré trente ans (1914-45), sapant leurs fondements avec ses deux guerres mondiales et la Grande Dépression. Au cours de cette crise, les luttes de classes et les luttes nationales ont abouti à la défaite du fascisme, à deux bouleversements révolutionnaires - russe et chinois - et à la révolte anti-coloniale contre l'Occident. Les contours de ces crises méritent d'être tracés.

Crise de l'impérialisme

La Russie tsariste constituait le maillon faible de la chaîne impériale et la Révolution russe l'a visée, entamant ainsi la longue marche de l'humanité vers le socialisme. Etant survenue en dehors des centres du capitalisme, cette révolution a dû réaliser à la fois la justice sociale et développer les forces productives face à une hostilité impérialiste incessante. En effet, la révolution russe et la révolution chinoise naissantes ont été les deux yeux de la tempête des forces progressistes qui assaillaient le capitalisme et l'impérialisme dans le monde entier, constituant l'élément qui fit la différence entre la victoire et la défaite contre le fascisme en Asie et en Europe au prix d'environ 20 et 30 millions de vies humaines respectivement.

Reconnue comme l'un des principaux alliés antifascistes, la Chine a mis fin à presque tous les Traités inégaux en 1943, en devenant indépendante et l'un des cinq membres fondateurs des Nations unies en 1945. Quatre ans plus tard, les communistes avec Mao Zedong ont remporté la victoire dans la guerre civile qui a suivi la défaite du Japon et créé la République populaire de Chine, même si l'obstruction des Etats-Unis l'ont exclue des Nations Unies et du Conseil de Sécurité, à partir de ce moment et jusqu'en 1971.

Au moment de la crise de l'impérialisme, les pays coloniaux et semi-coloniaux ont également accédé à l'indépendance, avec le soutien constant de l'Union soviétique, puis de la Chine et d'autres pays socialistes. La position des États-Unis était, par contraste, ambiguë. Soucieux de préserver la domination occidentale, ils ont largué des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki pour intimider l'Union soviétique. Désireux d'avoir un accès économique aux anciennes colonies européennes, ils ont apporté un certain soutien à leur indépendance, mais ils sont également entrés en guerre contre les nations du tiers-monde pas moins de 50 fois après 1945. Leur arsenal coûteux ne s'est toutefois pas révélé à la hauteur de la détermination politique de peuples héroïques luttant pour leur indépendance, comme les Coréens aidés par des volontaires chinois ou les Vietnamiens menés par Ho Chi Minh. Les échecs militaires américains jonchent l'Irak, la Syrie et aujourd'hui de façon dramatique, l'Afghanistan.

Les nations indépendantes du tiers-monde se sont lancées dans un développement national et une industrialisation autonomes et égalitaires visant à briser le carcan impérialiste. Elles étaient inspirées et aidées par les socialismes, désormais nombreux, et elles ont également dû développer leurs systèmes de production en partant d'un niveau faible. Si les nouveaux pays industrialisés des années 1970 et 1980, ainsi que les BRICS et les économies émergentes des années 2000, comptent parmi les réussites les plus connues, d'autres pays ont également réalisé des progrès substantiels.

La disparition de l'Union soviétique a fait reculer le socialisme, mais ce n'était pas la fin du socialisme, seulement la fin du début du socialisme. La route vers le socialisme, et finalement vers le communisme, est longue. Les sociétés qui s'y engagent ne sont pas magiquement libérées des contradictions de classe et historiques. Des reculs sont

possibles. Après tout, à ce jour, les révolutions socialistes ont eu lieu dans des pays pauvres. Développer leurs forces productives est non seulement beaucoup plus difficile que de vivre des acquis de l'impérialisme; car cela a dû être réalisé en opposition à la pression impérialiste. Les directions politiques qui entreprennent cette tâche peuvent aussi avoir tendance à la bureaucratisation et à la perte de contact avec le peuple. Certains aspects de la collectivisation sous Staline ou du Grand Bond en avant sous Mao Zedong ont été marquées par les manifestations de ces difficultés.

L'histoire du socialisme jusqu'à présent nous rappelle la phrase d'Engels selon laquelle le socialisme n'est pas 'quelque chose qui reste cristallisé pour toujours' mais 'un processus de changement et de transformation constant' et les remarques de Marx sur les révolutions prolétariennes :

“... les révolutions prolétariennes ... se critiquent elles-mêmes constamment, s'interrompent constamment, ... reviennent sur ce qui semble avoir été accompli pour recommencer à nouveau; elles tournent en dérision, avec une cruelle minutie, les demi-mesures, les faiblesses et les simplismes de leurs premières tentatives, semblent jeter à terre leurs adversaires uniquement pour que ceux-ci puissent puiser de nouvelles forces dans la terre et se dresser à nouveau devant elles plus gigantesques que jamais, reculent constamment devant la colossalité indéfinie de leurs propres objectifs - jusqu'à ce qu'une situation soit créée qui rende tout retour en arrière impossible.”

Le gigantisme indéfini de nos tâches exige que nous assurions l'héritage de l'Union soviétique et de toutes les tentatives de construction du socialisme jusqu'à présent par un bilan historiquement juste de leurs réalisations, de leurs limites et de leurs échecs. Après tout, ces tentatives ont ironiquement aussi sauvé un capitalisme en crise.

La crise du capitalisme

Développant les idées de Marx, Lénine et d'autres marxistes ont soutenu à juste titre que le capitalisme avait atteint son 'stade suprême' au début du vingtième siècle. Il avait rempli sa mission historique de développer les forces productives en socialisant la production, bien que de manière brutale et chaotique. Le capitalisme concurrentiel a socialisé le travail entre les entreprises. Plus tard, le capitalisme monopolistique a approfondi la division technique du travail au sein de celles-ci. Par la suite, à la place des vertus vigoureuses de la concurrence qu'il a toujours montré, le capitalisme a de plus en plus manifesté les vices décadents et rentiers du monopole, en détournant les ressources de la production et en cherchant à liquider la concurrence.

Ces capitalismes ayant dépassé leur stade de maturation ont plongé le monde dans la crise des Trente Ans puis, après 1945, les économies capitalistes n'ont pu se stabiliser et même connaître un 'âge d'or' de trois décennies qu'en recourant sous la pression des

luttons à une certaine protection sociale, la propriété publique et la planification étatique et, dans le cas du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan, la réforme agraire due aux mesures politiques préconisées par les pays dirigés par les communistes et qui a contribué à la croissance élargie. La consommation de la classe ouvrière (compensant ainsi la perte des marchés coloniaux), le parrainage étatique de la recherche et du développement ont permis d'accroître la productivité. Les États-Unis ont été contraints de tolérer et même d'aider les reprises 'miraculeuses' très étatiques de leurs rivaux, car elles ont éloigné les classes ouvrières occidentales et les paysans de l'Orient contre le communisme.

Ses attraits étaient considérables. Les pays dirigés par des communistes jouissaient d'une croissance robuste et enviable, renforcée par l'innovation technologique. L'Union soviétique a produit des armes nucléaires dissuasives dès 1949, lancé le satellite Spoutnik en 1957 et placé Youri Gagarine en orbite en 1961, forçant les États-Unis à faire preuve de vanité et d'envie par l'atterrissage du premier 'homme' sur la Lune.

Il n'est pas étonnant que de nombreux autres pays du tiers-monde se soient tournés vers le communisme, tandis que les autres efforts les plus engagés du tiers-monde en faveur d'un développement national autonome ont également préféré les modèles soviétiques ou chinois aux recommandations occidentales en matière de 'développement'. Leur succès a été considérable, même s'il n'a pas répondu aux grandes attentes.

Le monde de l'après-guerre s'est résolument tourné vers la gauche, tout comme l'ordre international. Bien que les États-Unis cherchent désormais à conduire et orienter la domination mondiale du XIXe siècle à la manière du Royaume-Uni, la pluripolarité est allée très loin. En dépit de leur fanfaronnade de la guerre froide, les États-Unis ont été limités dans leur essor par des puissances capitalistes rivales qui ont poursuivi un développement mixte dirigé par l'État, par l'existence des socialismes et par des pays du tiers monde qui ont affirmé leur souveraineté.

Les institutions de la gouvernance internationale de Bretton Woods, avec les Nations unies à leur tête, ont mis en place des principes mettant l'accent sur l'égalité et la souveraineté des nations comme sur la non-agression. Les États-Unis sont parvenus à imposer le dollar au monde entier, en mettant fin à la convertibilité du dollar en or. Face au camp socialiste, ils ont fondé l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), mais ils ont été tenus en respect par l'organisation du Pacte de Varsovie. Le contrôle des capitaux, la planification, la gestion économique et commerciale, la politique fiscale et monétaire axée sur le plein emploi et le développement étaient alors considérées comme normales et omniprésentes, et elles confinaient le capital dans des cadres nationaux.

Les pays du tiers monde, qui avaient le plus à perdre dans ces arrangements, ont créé des institutions et des mouvements internationaux puissants - la conférence de Bandung, le Mouvement des États non-alignés, le Groupe des 77 + la Chine et la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement - pour les mettre au

service du développement, de l'autonomie et de la coopération Sud-Sud. Les cinq principes de la coexistence pacifique - respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et avantages mutuels, et coexistence pacifique - conçus par Zhou Enlai et Jawaharlal Nehru en 1954, ont infligé des revers à l'impérialisme et au capitalisme.

Bien qu'il y ait eu quelques revirements à gauche, en particulier à la suite de la scission sino-soviétique, la plupart des gens s'attendaient à ce que la tendance poussant le monde vers la gauche se poursuive jusqu'à ouvrir une voie au socialisme.

Cependant, le capital est resté aux commandes des économies impériales. Bien qu'il ait augmenté la capacité de production avec le soutien des États, bien que la consommation accrue de la classe ouvrière et les progrès du socialisme et du développement aient considérablement augmenté la demande, la production a inévitablement dépassé la demande. La croissance de la productivité a également atteint des sommets, avec le soutien considérable de l'État et les classes ouvrières occidentales bien organisées comme les pays du tiers-monde ont exigé des salaires leur permettant de vivre dignement. Pour autant les profits se sont accrus considérablement. Puis, avec le ralentissement des investissements et de la croissance, les économies impérialistes sont entrées en crise: le deuxième marasme des années 1970 a coïncidé avec la défaite américaine au Vietnam.

Le néolibéralisme : Elixir pour un capitalisme sénile ?

Les économies capitalistes étaient désormais confrontées à un choix : approfondir les réformes sociales, la propriété et l'initiative publiques et investir dans le tiers-monde toujours en expansion, pour accroître la demande ou, comme le recommandaient les néolibéraux financés par le capital, lever les restrictions d'après-guerre sur le capital dans leur pays tout comme à l'étranger. La première solution favorisait les travailleurs et le tiers-monde, la seconde le capital et ses laquais compradores.

Le capital a gagné. La gauche était faible, politiquement et intellectuellement, historiquement divisée par le réformisme, la Première et la Seconde Guerre mondiale, les révolutions socialistes successives après 1917, la répression omniprésente et insidieuse à travers la Guerre froide. Elle n'a pas pu organiser en son sein une alternative politique significative en faveur de la vaste majorité – celle des travailleurs, et de tous ceux qui avaient, avec eux, tout à gagner avec la première option et tout à perdre avec la seconde, en particulier les femmes et les mouvements de libération nationale. Malgré les avancées socialistes et révolutionnaires à Cuba, en Afghanistan, au Yémen du Sud, en Angola et au Nicaragua par exemple, les processus de développement et de révolution se sont heurtés à la pression intense des forces impérialistes et compradores et à la trahison et à la contre-révolution en Union soviétique.

Le néolibéralisme a annoncé son arrivée en s'attaquant aux travailleurs et à leurs acquis historiques et en provoquant un choc massif des taux d'intérêt qui a plongé la plupart des pays du tiers monde dans deux 'décennies perdues' de développement. La misère des travailleurs s'est étendue à l'ancienne Union soviétique et aux pays socialistes européens avec la restauration du capitalisme dans ces pays.

Pourtant, si le néolibéralisme a pu s'imposer par la force, il a finalement échoué. Il ne pouvait pas reprendre une croissance capitaliste dynamique, même dans les économies impérialistes. Il ne pouvait qu'échouer, étant arrivé au bout de sa cohérence initiale. Apparu dans la phase monopoliste du capitalisme, il a cherché à défendre les privilèges du capital contre des classes ouvrières autonomes, et plus tard contre les socialismes et les politiques de développement national autonome, en chantant les louanges de la liberté économique, des droits de propriété et de la libre concurrence dans le cadre du marché. En parrainant sa renaissance plus d'un demi-siècle plus tard, le capital néolibéral ne rêve de rien de moins que du capitalisme autoritaire et impérial d'avant 1914.

Cependant, l'horloge historique ne peut jamais être inversée et le néolibéralisme a progressé de manière inégale - allant le plus loin dans le cœur anglo-américain du capitalisme, déjà plus libéral - et il s'est heurté à une opposition populaire à chaque étape.

Sur le plan national, les politiques néolibérales ont réduit la propriété, la réglementation et la protection sociale de l'État. Elles ont attaqué les syndicats et laissé les travailleurs avec un chômage élevé, des salaires réels stagnants, moins d'avantages sociaux, un État-providence diminué, des employeurs plus puissants et moins de services sociaux.

Au niveau international, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont devenus les huissiers autoritaires des pays impériaux. Oubliant la responsabilité des créanciers, ils ont forcé les pays du tiers monde à rembourser leur dette. Dans les années 1980 et 1990, alors qu'ils augmentaient leurs exportations, les marchés pour les quelques produits de base et les biens industriels de faible technologie qu'ils produisaient étaient saturés et les prix, les recettes d'exportation et les revenus chutaient. En exigeant un État réduit, ils ont également empêché le développement mixte dirigé par l'État dont les pays du tiers monde avaient besoin pour devenir plus productifs, compétitifs et capables de rembourser leur dette avec moins d'efforts. Pendant ce temps, dans un trop grand nombre de pays du tiers-monde, le capital impérial a bénéficié d'un meilleur accès aux pillages des ressources, aux services et à une main-d'œuvre bon marché, étouffant la souveraineté, la démocratie populaire et le développement national.

Cependant un capitalisme moribond ne pouvait qu'abuser de ses avantages politiques. Il ne pouvait pas inverser le déclin de la croissance économique, celui de la productivité et des investissements. Son refus avare de payer des impôts, des salaires ou des prix

décents a aggravé les conditions de la demande et les inégalités, tout comme la délocalisation de la fabrication vers des lieux où les salaires sont plus bas.

Pire encore, au lieu d'investir dans la production, le capital, en particulier dans les pays impériaux, s'est de plus en plus adonné à des activités financières improductives, prédatrices et spéculatives. Les États-Unis ont facilité cette évolution. Après que le dollar ai été désindexé de l'étalon l'or en 1971, ils ont systématiquement encouragé l'activité financière à leur bénéfice. L'augmentation de la dette et les bulles financières ont aspiré l'argent des travailleurs, des petits entrepreneurs, des gouvernements et des contribuables tout en gonflant la richesse des élites, celles que l'on nomme le 1%. Les gouvernements devant affronter des crises financières de plus en plus fréquentes pour favoriser et protéger les créanciers.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont joué un rôle des plus ironiques. La cybernétique expérimentale de l'ère soviétique avait démontré le potentiel des TIC pour la gestion et la planification économiques socialistes démocratiques. Au lieu de cela, les capitalistes néolibéraux les ont utilisées pour délocaliser la production tout en la contrôlant, afin de favoriser la concentration et la centralisation du capital, se livrer au pillage et à la spéculation financière, s'appropriier les terres et les ressources, accroître le contrôle sur les travailleurs et manipuler les usagers, court-circuiter le problème de la demande plutôt que de le résoudre et faire proliférer de faux besoins dans des océans de besoins réels non satisfaits. Ce capitalisme a réduit et même détruit un certain bien-être humain, la qualité et la quantité d'emplois, les services sociaux.

Le capitalisme néolibéral a également conduit, malgré le ralentissement de la croissance, à l'urgence écologique face à la pollution, au changement climatique, à la perte de biodiversité, à la cruauté indescriptible envers les animaux d'élevage et de compagnie, le capital transformant tout ce que la terre offre gratuitement à l'humanité en pillage et en profit. La pandémie actuelle pourrait n'être que le dernier virus zoonotique à passer à l'homme grâce à l'empiètement accéléré sur les animaux jusqu'à leur anéantissement. Malgré un consensus scientifique clair sur la nécessité d'une action nationale et internationale, l'insistance en faveur de l'environnement, les 'solutions' axées sur le marché et la recherche du profit ne font qu'aggraver la situation.

Le néolibéralisme a aggravé les performances de croissance du capitalisme à chaque décennie et, après 2008, la croissance a été plus lente encore que pendant la Grande Dépression. À la fin des années 2010, la plupart des observateurs attentifs s'attendaient à une crise économique majeure des systèmes de production capitalistes vidés de leur substance, typiques des pays *leaders* néolibéraux et que les protestations et les troubles sociaux proliféraient.

En fait, la pandémie a révélé la profondeur de la crise, exposant et aggravant la perversité choquante des économies capitalistes néolibérales comme jamais auparavant.

Pour relancer les économies et faire face à l'urgence écologique et à la pandémie, il faudra une politique industrielle, des investissements publics, une redistribution sociale, une planification environnementale et des infrastructures de santé publique à une échelle comparable à celle du socialisme, et il faudra mettre fin au contrôle des capitalistes sur l'État et la politique.

La route qui y mène est grande ouverte. Le mécontentement populaire à l'égard du capitalisme néolibéral est large et profond, en particulier parmi ceux qui sont de plus également marginalisés par le sexe, la race et d'autres facteurs discriminatoires encore.

L'abdication de la gauche et le populisme

Cependant, les partis et les syndicats historiques des travailleurs, à quelques exceptions honorables près, n'ont pas réussi à mobiliser ce mécontentement.

Les principaux syndicats des pays capitalistes ont historiquement choisi la collaboration de classe avec les multinationales capitalistes et les institutions supranationales sous l'influence démobilisatrice de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de la Confédération syndicale internationale (CSI). Sous l'assaut néolibéral, ces syndicats se sont généralement réduits, laissant inorganisé un précaire croissant dans le monde entier. Cependant, de multiples syndicats radicaux de base se sont développés dans la même période et la Fédération syndicale mondiale (FSM), héritière des luttes antifascistes, anticoloniales, et anti-impérialistes, a contribué à unir 130 millions de travailleurs dans 135 pays des cinq continents.

Les partis historiques des travailleurs ont connu une situation plus difficile. Lorsque les partis de droite se sont orientés vers le néolibéralisme dans les années 1970, nombre de ces partis les ont suivis, relâchant leurs liens avec les travailleurs souvent seulement après d'âpres luttes. Plus visibles en Occident, ces changements apparaissent clairement dans certains pays du tiers monde.

Les éléments éduqués ouvriers et intellectuels de ces partis avaient ouvert la voie. Cependant, au cours des dernières décennies, ces organisations menées par des politiciens comme Tony Blair et les Clinton, sont devenues plus influentes pour finalement les dominer et les orienter vers le néolibéralisme, souvent en recourant au prétexte de la 'mondialisation' pour justifier leur démarche.

Les administrations publiques et privées de l'après-guerre avaient besoin de personnel qualifié et ont élargi l'influence et le nombre des cadres professionnels. Dans le cadre du néolibéralisme, la délocalisation de la production a centralisé la gestion, l'ingénierie, le design, le juridique, le marketing, la publicité, la finance et d'autres fonctions de ce type dans les pays occidentaux, gonflant encore ces groupes. Cette couche managériale professionnelle, élevée bien au-dessus de la masse des travailleurs, a commencé à jouir d'avantages. *L'establishment* politique néolibéral - politiciens élus et bureaucrates,

gouvernements, directions syndicales et ONG sont issus de cette caste. Avec des liens professionnels et familiaux dépassant les frontières des partis, un *establishment* politique trans-partisan reflétant le consensus politique néolibéral a émergé pour donner des manifestations et des initiatives comme celui de la Fondation Ford finançant le Forum social mondial. Tony Blair qui a rédigé les statuts de financement des partis politiques de l'UE. Ainsi, des partis et fondations politiques dépendent du financement d'institutions supranationales comme c'est le cas avec l'Union européenne, de gouvernements et de multinationales et toujours invariablement assorti de conditions néolibérales.

Les différences entre ces partis se résument de plus en plus à la façon dont ils mobilisent leurs électeurs. Alors que les partis de droite font naturellement appel au conservatisme social petit-bourgeois, certains partis historiques de la classe ouvrière, aujourd'hui dominés par des professionnels de la politique, combinent le néolibéralisme qui soutient leurs revenus et leurs modes de vie avec le libéralisme social. Ils se préoccupent principalement de revendications, qui sont celles généralement de privilégiés, de groupes sociaux marginalisés - femmes, minorités 'visibles', minorités sexuelles, minorités ethniques. Si le social-libéralisme suscite des 'guerres culturelles' qui font la une des journaux, il néglige délibérément la classe ouvrière de manière disproportionnée, qui est appauvrie, au chômage ou occupant des emplois précaires, et dont la situation s'aggrave à travers un appauvrissement de masse.

C'est principalement pour cette raison que les partis sociaux-démocrates ont perdu l'influence chez ceux qui les soutenaient traditionnellement. Cette "classe politique" préfère les réunions, les conférences, les forums, les débats médiatiques et les campagnes électorales au dur travail d'organisation politique de masse dans les quartiers populaires et les entreprises. Pendant ce temps, les travailleurs qui souffrent de bas salaires, du chômage, de l'aliénation et de la précarité cherchent une alternative politique pour la promotion de leurs droits collectifs. Ils ne peuvent souscrire aux opérations de manipulation lancées par des élites de droite ou "de gauche" qui se basent sur une interprétation essentialiste des différences de sexe, de race ou autres pour diviser et rendre impossible la convergence des luttes de tous les opprimés et exploités. Ces attaques contre les mouvements populaires sont de plus en plus menées en les présentant comme 'populistes'. Tant la politique d'extrême droite de Trump, Bolsonaro ou Modi autant que la politique de gauche de Corbyn ou de Maduro sont toutes ensemble accusées de concentrer sur elles les divisions sociales. Pire encore, l'impartialité des *establishments* politiques est illusoire. Ils peuvent tolérer que Trump soit au pouvoir, mais les militants progressistes sont stoppés continuellement traqués dans leur fonction, voire assassinés.

Les problèmes communs du peuple ne sont pas discutés. Bien que les majorités des peuples dans les pays capitalistes - dans le tiers-monde, les pays post-communistes ou l'Occident désindustrialisé - restent opposées au néolibéralisme, et comme les

establishments politiques rejettent même les concessions les plus légères, cette opposition ne peut trouver que peu ou pas d'expression politique.

Le déclin économique réduit les perspectives de carrière de la classe moyenne, le précaire s'étend aux jeunes instruits et aux cadres plus âgés. De manière inquiétante, comme dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, de nombreuses 'classes moyennes' autrefois centristes sont désormais tentées par les idées d'extrême droite. De nombreuses rébellions spontanées contre le néolibéralisme, qui expriment la ténacité des travailleurs, comme les 'gilets jaunes' français, sont victimes de la réaction. La crise politique et morale du communisme international après 1991 et la trahison de certains dirigeants socialistes et communistes, qui ont préféré l'ascension professionnelle ou institutionnelle dans les bureaucraties des partis, plutôt que de servir les travailleurs, aggravent le problème. Des 'solidarités' fictives - ethnicismes, racismes, communautarismes montent les uns contre les autres et démagogiquement les victimes du même système pour les empêcher d'identifier les vrais responsables de leur malheur.

Aujourd'hui, la lutte des classes fait donc rage au sein de la gauche alors qu'elle devrait être menée par celle-ci contre le Capital.

Cependant, à mesure que la crise économique s'aggrave, les *establishments* politiques néolibéraux perdent plus ou moins le contrôle de la politique, d'autant plus que, sur le plan international, les succès des sociétés socialistes mettent en évidence la déliquescence du capitalisme et ses coûts.

Le néolibéralisme et le déclin de l'Occident

Le néolibéralisme n'a pas pu maintenir le choc et l'effroi créé par son offensive initiale contre les travailleurs, le tiers-monde et finalement, contre l'Union soviétique et le socialisme est-européen. Alors que le fossé entre les idées néolibérales et la réalité continuait de se creuser, le néolibéralisme a été contraint de se transformer en réponse à sa forme initiale Thatcher-Reagan en 'mondialisation' dans les années 1990, en suprématie de l' 'Empire' américain dans les années 2000 et en 'austérité' dans les années 2010.

Lorsque l'Occident a dansé sur la tombe de l'Union soviétique, le philosophe maison du Département d'État américain, Francis Fukuyama, a annoncé que l'Histoire était terminée. L'humanité avait atteint son but : la démocratie libérale et le capitalisme. Elle ne pouvait pas aller plus loin. Un monde abasourdi s'attendait à l'unipolarité et espérait les dividendes de la paix. Mais l'Histoire elle-même avait d'autres idées en tête.

L'unipolarité ?

Plutôt que l'unipolarité, elle a accéléré la progression vers la pluripolarité. Alors que le néolibéralisme enfermait l'Occident dans une croissance de plus en plus faible, le centre de gravité de l'économie mondiale a commencé à se déplacer vers l'économie de marché socialiste à croissance rapide de la Chine et vers les pays émergents en développement qui avaient alors reculé devant le pire du fondamentalisme du marché libre, comme le Brésil, l'Inde et la Russie.

Dans les années 2010, ces pays ont exigé une réforme des institutions de la gouvernance internationale, notamment l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. Face au refus de l'Occident de coopérer, ces pays émergents ont fait le choix d'un autre type d'institutions, notamment à l'initiative de la Chine et la Russie et de plusieurs pays en Amérique latine. Parmi celles-ci, citons la Banque asiatique d'investissement, l'Organisation de coopération de Shanghai, la Nouvelle Banque de Développement et l'Alliance bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique. La Chine et la Russie ont également encouragé l'intégration eurasienne, en s'axant sur le pôle de gravité économique croissant de la Chine. Aujourd'hui, deux tiers des pays du monde commercent plus avec la Chine qu'avec les États-Unis - son initiative 'Une Ceinture et une Route' et les prouesses militaires renaissantes de la Russie au service des besoins économiques et sécuritaires des pays voisins ont bouleversé la géopolitique de l'Eurasie. Le pôle eurasiatique qui en résulte, couvre près d'un tiers de la population mondiale et plus de la moitié de la surface du globe. Ainsi a été surmonté l'héritage destructeur de la scission sino-soviétique.

L'Afrique et l'Amérique latine se sont également affirmées contre l'Occident. La vague progressiste des gouvernements de gauche en Amérique latine n'a pas disparu, au contraire, malgré les efforts féroces des États-Unis pour la miner. En Afrique, malgré des revers comme en Libye, les forces nationales et de gauche se rallient. Les anciennes colonies africaines françaises ont connu des mouvements de masse contre le franc CFA néocolonial. L'occupation française du Mali et de la République centrafricaine, stratégiquement importante, a été combattue et des élections ont été organisées sous la protection de troupes russes et rwandaises. Les pays de la SADC se sont opposés aux efforts de changement de régime menés par la Grande-Bretagne au Zimbabwe, tandis qu'un certain nombre de pays voisins aident le Mozambique à lutter contre l'insurrection influencée par Daech (ISIS) dans le nord du pays.

L'Afrique et l'Amérique latine sont aujourd'hui économiquement et politiquement plus indépendantes et font revivre le panafricanisme et le panaméricanisme pour lesquels des générations d'hommes et de femmes ont lutté, démontrant ainsi que leurs graines révolutionnaires germent toujours.

Les dividendes de la paix ?

Les dividendes de la paix ne se sont pas matérialisés. Les États-Unis ont tenté de compenser le déclin de leur centralité économique par des agressions militaires. Les guerres ont proliféré, agrémentées de slogans sur les 'droits de l'homme', la 'démocratie' et la 'responsabilité de protéger' ("*R2P*") les citoyens d'États prétendument en faillite, et elles sont devenues hybrides. Elles ont promu non pas la démocratie mais le capitalisme néolibéral pour ouvrir les pays pauvres à la surexploitation du capital impérial, en allant jusqu'à l'esclavage, tout en violant les droits de l'homme les plus fondamentaux - à la vie et au développement. Elles ont également puni les pays défiant l'autorité de l'Empire comme la Syrie, Cuba, le Venezuela, la République populaire démocratique de Corée ou le Yémen en cherchant à les asphyxier économiquement, en bloquant les médicaments, le pétrole et la nourriture.

Ces guerres se sont également avérées interminables. Pour l'Occident financiarisé et désindustrialisé, qui abrite encore de grandes industries de production d'armements, les guerres sont devenues une politique industrielle permettant l'accroissement de profits considérables. Capable de détruire mais pas de reconstruire, faisant des guerres autant pour tester et faire de la publicité pour les armes que pour les gagner, l'Occident dirigé par les États-Unis, aidé par des États-garnison comme Israël, n'ont remporté aucune victoire. Ils n'ont laissé comme traces que des destructions et la misère.

La montée du militarisme, de la répression, de l'appauvrissement et de la destruction de l'environnement a engendré des vagues de migrants, réprimés par les contrôles aux frontières imposés par les pays occidentaux ou confiés aux États voisins. Le mur de Berlin est peut-être tombé, mais des centaines d'autres ont surgi dans son sillage, restreignant les libertés d'expression, de recherche de la vérité, de dénonciation et de protestation. Les violations des droits de l'homme sont devenues monnaie courante, non seulement dans le tiers-monde, mais aussi dans des villes occidentales telles que Minneapolis ou Paris.

Comment peut-il y avoir des droits de l'homme sans paix et développement, sans justice sociale et sans droits sociaux ? Comment les États et les peuples peuvent-ils y parvenir sans la souveraineté, la reconnaissance de la pluripolarité du monde et le respect, et non pas la stigmatisation, de pays comme la Chine, Cuba ou le Nicaragua, qui cherchent à réaliser les droits de l'homme les plus fondamentaux.

Le capitalisme commet des crimes contre l'humanité et pour s'opposer à la possibilité de changer la société en recourant à l'anticommunisme. Son objectif est d'empêcher les gens de prendre conscience que le socialisme protégerait les droits de l'homme, le droit à la libre parole comme le choix de sa religion, un travail épanouissant, une vie saine et culturellement riche.

Tel est l'état lamentable de l'économie, de la société, de la politique et de l'influence internationale de l'Occident lorsque la pandémie est arrivée.

Capitalisme et socialisme à l'épreuve de la pandémie

Non préparés malgré les avertissements, niant initialement sa gravité, les pays capitalistes, riches et pauvres, ont été durement touchés par la pandémie. Les infrastructures sociales et sanitaires, déjà fortement affaiblies par des décennies de sous-financement, ont été dépassées dans la plupart des pays riches et se sont effondrées dans de nombreux pays pauvres. Les besoins non satisfaits en matière de soins de santé, qu'il s'agisse de Covid ou de non-Covid, ont grimpé en flèche. Les gouvernements capitalistes prétendaient être déchirés entre le devoir sauver des vies et des moyens de subsistance, alors qu'en réalité ils mettaient les gens en danger pour maintenir les profits capitalistes.

Aux États-Unis, les pouvoirs publics ont donné la priorité au soutien des marchés financiers en plein essor, avec des mesures d'une ampleur et d'une variété sans précédent. Certains gouvernements néolibéraux ont même envisagé d'atteindre une 'immunité collective' par l'infection, quel que soit le nombre de morts. L'indignation de l'opinion publique a permis d'éviter cela, mais pas la stratégie d'atténuation', à peine moins meurtrière, qui consistait à recourir à des mesures de confinement visant à réduire les profits aussi rarement que possible, afin de maintenir les hospitalisations à un niveau suffisamment bas pour éviter l'effondrement des faibles systèmes de santé publique.

Engagés depuis longtemps dans la médecine des grosses entreprises privées et la médecine marchande, les gouvernements néolibéraux ont tout simplement refusé de soutenir les systèmes de santé ou de mettre en place les capacités de soins sociaux et médicaux communautaires pour le dépistage, la localisation et l'isolement soutenu des cas et des contacts nécessaires à la suppression du virus. Au lieu de cela, les politiciens ont offert à leurs amis capitalistes des opportunités de profits privés au nom de la fourniture de services de santé et de services publics. Pendant ce temps, les mesures de confinement appliquées avec hésitation ont été inévitablement prolongées et répétées, faisant plonger les économies dans une situation profondément négative mettant en danger les moyens de subsistance réels de milliards de personnes.

Dans les pays capitalistes néolibéraux, les cycles désordonnés de fermetures hésitantes et d'assouplissements trop précoces ont également abouti à ce que beaucoup de travailleurs 'essentiels' soient exposés, et les communications gouvernementales pratiquant la mauvaise foi systématique ont poussé beaucoup de personnes à devoir se soumettre aux restrictions sans vaccinations, pour enregistrer dans certains cas des taux de contaminations et de mortalité les plus élevés au monde.

Si les pays riches ont offert certains transferts (pour faire face à la demande plutôt que pour soutenir les personnes), cela n'a pas été possible dans la plupart des pays pauvres déjà endettés, dont les gouvernements sont devenus encore moins capables de répondre à la pandémie ou à satisfaire les besoins fondamentaux.

Les divisions sociales déjà profondes se sont encore accentuées. Le travail scolaire et professionnel à domicile a été largement développé en privilégiant les personnes à hauts revenus. Le soutien apporté aux marchés financiers les a entraînés dans des phases de hausse sans précédent, l'oligarchie mondiale, les élites fortunées et oisives sont devenues plus riches et les milliardaires plus nombreux.

En revanche, les travailleurs, en particulier les femmes employées de manière précaire, les minorités raciales et d'autres groupes vulnérables, ont souffert de la pauvreté, du chômage, de l'isolement, de la perte de leurs économies, de la dette prédatrice et du désespoir pur et simple, là où ils étaient. Des travailleurs 'essentiels' et 'de première ligne' faiblement rémunérés, maintenus au travail et, de surcroît, exposés aux infections, à la maladie et à la mort ont vu leurs conditions de travail et de vie s'aggraver d'une manière sans précédent. L'accès insuffisant aux soins de santé, le surpeuplement, la multiplicité des logements insalubres et l'absence de domicile a augmenté le risque d'infection, de morbidité et de décès. Comme de nombreux syndicats ne représentent pas ou mal ces travailleurs et que des employeurs opportunistes ne protègent pas leur santé, cette situation critique est restée largement ignorée.

Les femmes, principales dispensatrices de soins aux jeunes et aux maladies, comme aux personnes âgées et titulaires d'emplois moins bien rémunérés, ont été encore plus désavantagées par la pandémie et les confinements. Les nécessités de garde des enfants, avec la fermeture des écoles et des garderies, ont conduit des millions de femmes à abandonner leur emploi. Avec l'effondrement des systèmes de santé, des millions de femmes n'ont plus eu accès à la contraception et, dans les cas de confinement, elles ont été victimes de violences domestiques de manière disproportionnée.

D'autres groupes marginalisés sont devenus également vulnérables. Grâce à la désinformation des pouvoirs publics et à la désignation de boucs émissaires par la droite, diverses minorités - les Asiatiques de l'Est en Amérique du Nord, les musulmans en Inde - ont subi une montée de la violence et des discours de haine. La discrimination en matière d'emploi, de logement, de soins de santé et de services sociaux à l'encontre des minorités sexuelles et de genre s'est intensifiée, les exposant également à des risques sanitaires accrus.

Enfin, l'isolement, le manque d'engagement et de participation sociale, la perturbation de l'enseignement et des examens ont particulièrement touché les jeunes. Ceux qui n'ont pas d'accès fiable aux ordinateurs, à internet et à l'électricité ont souffert davantage, et beaucoup risquent d'abandonner complètement leur travail, l'école ou l'Université. Des

opportunités d'emploi décevantes et la possibilité de ne jamais être employé ont encore aggravé le désespoir des jeunes.

Le contraste avec le système socialiste en général et chinois en particulier est saisissant. Dotée d'une infrastructure sanitaire impressionnante pour un pays en développement, gouvernée par un parti capable d'accorder la priorité à la sauvegarde des vies - en construisant des hôpitaux entièrement équipés en quelques jours ou en mobilisant des professionnels de la santé de tout le pays pour qu'ils se précipitent à Wuhan - la Chine a supprimé le virus, sauvé des vies et peut aujourd'hui se targuer d'une économie à nouveau à la pointe de la croissance mondiale et y contribuant massivement.

D'autres expériences socialistes ont été similaires : au 6 août 2021, à côté des 3,22 décès par million de la Chine, le Vietnam, le Laos (le pays le plus bombardé au monde), Cuba, le Venezuela et le Nicaragua ont limité les décès par million de Covid-19 à 27,94, 0,96, 281,11, 128,92 et 29,59 respectivement. Comparez cela aux 1 858,96, 1 920,72, 704,81 et 1 661,87 des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada et de la France respectivement. Bien que les économies capitalistes d'Asie orientale, avec leurs traditions d'interventionnisme étatique et de mœurs sociales 'confucéennes', aient fait mieux avec 120,61 et 41,21 décès par million au Japon et en Corée du Sud respectivement.

Les pays capitalistes ont fait des pieds et des mains pour ne pas reconnaître cette réussite socialiste. Même la prestigieuse revue médicale *The Lancet* a préféré démontrer la supériorité de la suppression sur l'atténuation dans une étude limitée aux seuls pays de l'OCDE, excluant les modèles socialistes exemplaires de suppression.

Peu désireux de faire de l'investissement public dans les compétences et les personnes pour supprimer le virus, désireux d'augmenter les profits du '*Big Pharma*', les gouvernements néolibéraux ont tout misé sur les vaccins. Cependant, les vaccins, bien que nécessaires, ne sont pas suffisants contre la pandémie. Un système communautaire adéquat de dépistage, de traçabilité et d'isolement bien soutenu est essentiel, en particulier lorsque l'hésitation à l'égard des vaccins, due à l'érosion de la confiance, maintient les vaccinations bien en deçà des niveaux requis pour l'immunité de la population, même dans les pays riches, et que le tiers monde reste largement non protégé, ce qui favorise l'émergence et la propagation de nouveaux variants.

En effet, l'apartheid néolibéral en matière de vaccins y contribue. Les pays riches achètent des stocks limités et les maintiennent limités en insistant sur le respect des 'droits de propriété intellectuelle' du *Big Pharma* et en empêchant de nombreux pays de les fabriquer. Lorsque la Chine, la Russie et Cuba augmentent les stocks mondiaux de vaccins par des ventes et des dons à des prix abordables, l'Occident qualifie cette démarche de 'diplomatie du vaccin' et décourage les pays pauvres de les accepter.

Au fur et à mesure que de nouveaux variants apparaissent, si les nouveaux vaccins ou les nouveaux stimulants apportent de plus gros profits au *Big Pharma*, ils maintiennent également les sociétés capitalistes dans un cycle de blocages et d'assouplissements

locaux ou nationaux, avec tout ce que cela signifie pour les moyens de subsistance des travailleurs, sans parler de l'aggravation de l'incertitude, des inégalités, du désespoir et de la mort.

La reprise, lorsqu'elle survient, creuse encore plus les inégalités entre une petite élite, une oligarchie toujours plus riche et les autres.

Luttes de classe et luttes nationales pour le socialisme

Le contraste est frappant entre les succès des socialismes et les échecs du capitalisme. Les avancées vers le socialisme dans un avenir proche impliqueront une articulation totale entre luttes nationales et internationales. Les capitalistes et les impérialistes répondent en essayant d'inaugurer une nouvelle étape du néolibéralisme, par une étape pseudo-philanthropique. Le discours dominant prétend fournir aux gens les éléments essentiels, qu'il s'agisse de vaccins, de technologies vertes ou médicales ou de services d'éducation et de soins de santé. Bien entendu, la demande étant encore plus faible en raison de la crise économique déclenchée par la pandémie, l'État serait le client privilégié. Le discours sur les 'droits' des citoyens à exiger certains produits et services va croître. Il en sera de même pour le discours sur la nécessité de renforcer le rôle de l'État et d'augmenter ses dépenses. La production privée de ces 'produits essentiels' à des fins lucratives sera justifiée par des arguments relatifs à l' 'innovation', au 'choix' et à l' 'efficacité' du secteur privé. Les recettes fiscales paieront la production privée, en réalité inefficace et autoritaire, de biens et services de mauvaise qualité et inadéquats. La spéculation financière et les activités rentières se poursuivront sans relâche.

Bien sûr, ce nouveau néolibéralisme se heurtera assurément à une résistance due à l'approfondissement des divisions sociales et à la débilite productive avancée du capitalisme. Même en l'absence d'une opposition de gauche organisée et créatrice, les échecs manifestes du système capitaliste au milieu de la prolifération de révélations sur les fraudes et la corruption ébranleront la politique. Sur le plan international, les efforts visant à exporter ces pratiques et ces discours au-delà du noyau impérial du capitalisme ne rencontreront qu'un succès limité, les gouvernements les plus responsables se tournant déjà vers des liens commerciaux et d'investissement alternatifs, tels que ceux centrés sur la Chine.

En effet, à mesure que la pluripolarité progresse, que la domination de l'impérialisme et du dollar recule et que le capitalisme voit s'aggraver ses dysfonctionnements, la propagande de la nouvelle guerre froide contre la Chine va s'accroître de plus en plus. Pire, les divisions au sein du camp impérial - au sein de l'OTAN, entre les États et même au sein des classes capitalistes ne peuvent que s'accroître grâce aux attraits économiques croissants de la Chine, même pour l'Occident, ses alliés traditionnels et ses entreprises. Les tentatives américaines de rallier les vassaux 'démocratiques' européens, d'Asie

orientale et méridionale et des Antipodes à une nouvelle stratégie à travers une 'Quadrilatérale indo-pacifique' est menacée.

L' 'ordre international fondé sur des règles', basé sur des valeurs prétendument universelles que les États-Unis proposent, est de plus en plus exposé pour ce qu'il est : un déni impérialiste du droit des peuples du tiers monde à se développer et à décider de leur destin avec le régime de leur choix. L'impérialisme entend l'imposer par des agressions militaires, des sanctions, des embargos et des guerres. Le soutien de la Chine à une 'communauté internationale de destin' fondée sur des valeurs communes, un multilatéralisme véritable par le respect de la Charte des Nations unies et des cinq principes de coexistence pacifique, offre une alternative bien plus attrayante, capable de résoudre les problèmes communs de l'humanité.

Le capitalisme est dans une impasse nationale et internationale et les classes et les nations qui luttent pour le socialisme doivent avancer de manière solidaire. Dans cette avancée, certains gouvernements et mouvements, comme l'Iran ou le mouvement *Ansarullah* au Yémen, par exemple, peuvent à première vue sembler d'étranges compagnons de route pour les travailleurs et leurs nations et mouvements socialistes. Cependant, ceux-ci sont soumis à l'agression impérialiste, aux guerres, aux blocus, aux sanctions économiques et financières, aux 'révolutions de couleur' et aux '*regime change*', et ils méritent donc une solidarité anti-impérialiste.

Les revendications des peuples et des citoyens pour le socialisme aujourd'hui

Il y a longtemps que le capitalisme a cessé d'être facteur de progrès. L'humanité est confrontée à la tâche d'arracher à sa dictature la socialisation des moyens de production et d'échange à l'échelle mondiale. A l'aube d'une nouvelle révolution industrielle impliquant la robotique, l'intelligence artificielle, la nanotechnologie, l'informatique quantique, la biotechnologie, l'internet des objets, l'impression en 3D, etc, le capitalisme n'est plus en état de développer tous ces potentiels. La Chine montre la voie, en étendant de plus en plus le contrôle de ses normes, de la propriété intellectuelle et des rentes associées au monde capitaliste et en défiant la suprématie cybernétique de l'État sécuritaire américain.

Aujourd'hui, un certain nombre de peuples construisent déjà le socialisme, mais la plupart d'entre eux doivent payer le prix du maintien du contrôle d'un capital expropriateur en déclin. Il est grand temps que tous les travailleurs commencent à construire le socialisme en se constituant en une 'classe pour soi', en renversant la classe capitaliste et en prenant le pouvoir politique.

Bien sûr, nous n'atteindrons le communisme - une société qui produit des valeurs d'usage plutôt que des valeurs (d'échange) et qui distribue le produit social en prenant 'à chacun selon ses capacités' et en donnant 'à chacun selon ses besoins' - qu'au bout d'un long chemin. Nous devons franchir plusieurs étapes de socialisme - une production, une distribution et des perspectives de plus en plus socialisées - avant que nos capacités de production, nos sociétés et nos cultures ne deviennent capables d'entretenir des relations solidaires avec d'autres individus, groupes et sociétés, tout en vivant harmonieusement avec les autres espèces et la planète.

Pour ce faire, la clé est de reprendre au capital le contrôle de l'État. Le rôle et la place du pouvoir public, car l'État est essentiel et distinctif, son contrôle devrait être entre les mains des travailleurs. Bien que le capital puisse régner sur un certain nombre d'entreprises privées, en particulier au cours des premières étapes du socialisme, un État socialiste doit progressivement soumettre toute la production à des objectifs sociaux en la planifiant en fonction de l'intérêt général. La décision de socialiser ou non des moyens de production précis devra être une décision liée au contexte et sera pragmatique.

Chaque pays, avec sa configuration historique de développement productif, d'organisation sociale et de culture, avancera sur cette voie à son propre rythme et selon son propre schéma. Certains rejoindront tardivement cette voie, d'autres feront des détours et d'autres encore, probablement peu nombreux, ne se joindront pas tout de suite à ce processus.

Le principe primordial à retenir 'les humains et la planète avant les profits' implique de prendre en compte les exigences majeures suivantes pour les personnes et les peuples qui luttent pour le socialisme :

1. La souffrance physique, économique et émotionnelle vécue pendant la pandémie a fait de la socialisation complète des soins de santé, avec un accès universel gratuit au point d'utilisation, le levier qui ouvre les portes du socialisme. Cela doit inclure des systèmes de santé publique communautaires étendus aux quartiers et aux villages les plus reculés, capables d'offrir les meilleures approches de prévention et de traitement des pandémies actuelles et futures. De tels systèmes de santé sont possibles dans les pays pauvres comme dans les pays riches et présentent deux autres avantages. Leur besoin en praticiens médicaux qualifiés permettra de développer l'éducation, la formation et la recherche publiques en matière de prévention et de traitement, offrant ainsi un travail de qualité à de nombreuses personnes. Le besoin d'une autorité publique active et fortement engagée dans le bien-être social qui en découle est exactement ce qui est objectivement nécessaire pour la transition vers une société socialiste. Si un tel système de santé publique s'avère possible, si ce n'est totalement du moins substantiellement, les gens verront clairement, et seront prêts à travailler pour étendre son modèle à d'autres

sphères connexes, telles que l'éducation, les soins aux enfants et aux personnes âgées ou le logement.

2. Pour tracer la voie de l'avancée socialiste, nous rappelons ce que Marx avait exprimé en son temps: les deux principaux éléments de production, la terre et le travail, ne sont pas des marchandises, pas plus que l'instrument principal de leur organisation sociale, l'argent. Le capitalisme, en les traitant comme tels, s'enferme dans des contradictions - appropriation privée des fruits du travail social, dévastation de l'environnement, précarité des producteurs destructions de produits agricoles et primaires, gaspillages de l'argent et crises financières.

La démarchandisation de la terre, du travail et de l'argent constituera une avancée majeure vers le socialisme.

On ne saurait trop insister aussi sur la nécessité de résoudre l'urgence écologique. Nous devons faire en sorte que les terres, les plans d'eau, les littoraux marins deviennent propriété publique afin de mettre en place une planification viable et réalisable visant à prévenir la catastrophe environnementale. Un tel plan devrait être basé sur une large participation populaire et des investissements publics à grande échelle, et il inclura nécessairement le désinvestissement des combustibles fossiles, l'investissement et le déploiement d'énergies renouvelables et de transports publics sans carbone à une échelle sans précédent, la restauration de la biodiversité, le reboisement et la réorganisation du système alimentaire. Il s'agira également de promouvoir la fourniture rationnelle et équitable de logements et l'allocation de terres à des fins économiques diverses.

L'accès universel au travail et à son produit pour tous ceux qui sont capables d'occuper un emploi, combiné à un soutien pour ceux qui en sont incapable nécessitera une réduction du temps de travail pour tous et toutes, à mesure que la productivité progressera, permettra des activités autonomes et créatives capables de faire progresser l'épanouissement de chacun, la science et la culture contribueront à des niveaux inimaginables auparavant.

Nous devons nationaliser la monnaie et les banques pour les transformer en instruments de production et de distribution socialement organisés.

Ces dernières années, en plus de la terre, du travail et de l'argent, les pays impérialistes ont cherché à marchandiser la connaissance et la technologie par le biais des droits de propriété intellectuelle. Comme la nature, la culture, la connaissance et la technologie constituent le patrimoine commun de l'humanité, sa seconde nature. Nous devons également inverser leur marchandisation et rendre l'éducation, la recherche publiques et les flux de connaissances libres.

3. Une autre avancée socialiste réside dans le principe rationnel selon lequel les monopoles - tels que l'extraction des ressources naturelles, les transports, les

plateformes numériques dont la propriété privée empêche la pleine exploitation de leur potentiel et la production des éléments essentiels de la vie - nourriture, logement, éducation ou soins de santé - doivent être fortement réglementés ou nationalisés. La propriété privée se fait au détriment de la société, il faut remettre en cause sa finalité.

La progression vers le socialisme sera plus aisée là où, grâce aux luttes de classe, la coopération et la solidarité internationale, la propriété publique sont déjà bien avancées. Bien sûr, nous devons supprimer leurs limites existantes - les préjugés de classe, patriarcaux et racistes.

4. Tous les pays, en particulier les pays riches, doivent également séparer, par le biais de débats et de discussions, les besoins réels des 'besoins' simulés par l'intérêt des marchés capitalistes par le biais de l'illusion consumériste et de l'obsolescence programmée qui ne génère, au lieu de la satiété, qu'une insatisfaction et une convoitise permanentes, sans parler de la destruction de l'environnement. Un corollaire essentiel est l'arrêt de toute activité gaspilleuse - par exemple, la production d'armes (au-delà de la défense de base) ou la spéculation financière.

Ces objectifs seront plus faciles à poursuivre pour les sociétés dans un environnement international approprié.

5. Nous devons nous opposer à la nouvelle guerre froide impérialiste parrainée par les États-Unis et construire une architecture internationale multilatérale ambitieuse permettant à tous les pays de se développer, d'instaurer l'égalité économique, de genre, de race et de religion, pour relever les défis communs par le biais de la coopération économique, politique, financière, scientifique et culturelle pour un bénéfice mutuel dans des relations 'gagnant-gagnant'. Le véritable développement du tiers-monde nécessite un investissement dans les capacités humaines et une nouvelle révolution scientifique et technologique pour répondre aux besoins humains et planétaires, une intégration coopérative des économies pour renforcer les chaînes industrielles, de données et de ressources humaines, ainsi qu'une connectivité durable et des infrastructures vertes pour diffuser largement les bénéfices.

6. Nous devons également remettre en question l'universalisme faux et hypocrite avec lequel les pays impérialistes ont articulé leur domination depuis des siècles. Nous devons le remplacer par des valeurs et des principes communs afin de relever des défis communs : l'insécurité, la méfiance, le manque de respect, la guerre, le développement inéquitable, l'augmentation des inégalités de toutes sortes, les graves dommages causés à la terre, aux sols, à l'eau, aux mers et à l'air, ces éléments qui constituent les supports à la vie humaine. Leur dégradation menace la santé écologique, rendent les infrastructures sanitaires déficientes, permettent la gestion inefficace des catastrophes et mène vers des endettements insupportables. La solidarité et la coopération internationale doivent refléter la pluripolarité objective et croissante du monde. Les idéaux de la Charte des Nations unies et les principes de coexistence pacifique et du

droit au développement prônés par le Mouvement des non-alignés constituent d'excellentes bases pour poursuivre la construction d'alternatives aux institutions de la domination américaine et occidentale.

La diversité de notre monde et de ses civilisations est une grande richesse et seuls les principes d'égalité, de respect et de confiance mutuels peuvent la soutenir. Si la paix, le développement, l'égalité, la justice, la démocratie et la liberté constituent des valeurs communes à l'humanité, il n'existe pas de modèle politique universel. Au contraire, le monde doit s'engager dans un échange constant, un apprentissage mutuel et un partage des bénéfices du progrès.

Prolétaires de tous les pays, Peuples et Nations opprimées, Unissez-vous!